



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CP

Arrêté préfectoral imposant à la S.A.S. LABORATOIRES KODAK des prescriptions complémentaires portant sur la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines du site de son établissement situé à SECLIN

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes préfectorales autorisant la S.A.S. Laboratoires KODAK - siège social : 26 rue Villiot 75594 PARIS CEDEX 12 - à exploiter ses activités de traitement et développement de surface photosensible à base argentique à SECLIN Zone industrielle Rue Marcel Dassault ;

VU les justificatifs relatifs à la remise en état du site transmis le 14 décembre 2005 et le mémoire de cessation d'activité adressé le 23 mars 2006 par la S.A.S. Laboratoires KODAK ;

VU le rapport en date du 17 juillet 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 octobre 2006 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en place une surveillance piézométrique avec prélèvements et analyses semestriels ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La Société LABORATOIRES KODAK, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 26, rue Villiot – 75594 PARIS CEDEX 12, est tenue de respecter les dispositions du présent Arrêté pour son site de SECLIN, Z.I. A, rue Marcel Dassault.

Les prescriptions du présent Arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1, livre V, titre I^{er} (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) du Code de l'Environnement (partie législative).

ARTICLE 2 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

2.1. - Constitution du réseau

Dans le cadre des études de sols menées avec le Cabinet URS, 3 piézomètres ont été installés (dénommés PZ1, PZ3bis et PZ4). L'étanchéité des têtes de piézomètres doit être assurée.

Avec l'aide d'un hydrogéologue expert, l'exploitant complétera si nécessaire ce réseau, en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Ces piézomètres feront l'objet d'un nivellement NGF des têtes.

Toutes dispositions seront prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

2.2. - Surveillance – Analyse des eaux souterraines

Des prélèvements et analyses auront lieu semestriellement à partir de piézomètres définis à l'article 2.1. Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement.

Paramètres à analyser	Norme/méthode
PH	NFT 90 008
Nitrates	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395, FDT 90 045
Cuivre	NFT 90 022, FDT 90 112, FDT 90 119, ISO 11885
Arsenic	NF EN 26595, NF EN ISO 11969, FDT 90 119, ISO 11885
Nickel	FDT 90 112, FDT 90 119, ISO 11885
Ammonium	/

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis, sous forme de tableaux et de représentation graphique, à l'Inspection des Installations Classées au plus tard *deux mois* après leur réalisation. Ils seront accompagnés en tant que de besoin d'une interprétation de l'évolution des paramètres.

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par Arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

ARTICLE 3 - ECHEANCIER

Le respect des prescriptions du présent Arrêté devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- mise en place de la surveillance des eaux souterraines : 2 mois.

Les délais s'entendent après notification du présent Arrêté Préfectoral.

ARTICLE 4 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent Arrêté Préfectoral complémentaire sont à la charge de l'Exploitant.

ARTICLE 5

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent Arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er.

ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de *deux mois* qui commence à courir du jour où le présent Arrêté leur a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent Arrêté. Ce délai est le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de SECLIN,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

